

Index AI : PRE01/097/2013  
23 February 2013

## **Nigeria. Plusieurs centaines de personnes expulsées de chez elles dans l'État de Lagos**

Les autorités de l'État de Lagos, au Nigeria, doivent immédiatement mettre fin aux expulsions forcées d'habitants d'Oke Ilu-Eri (Badia East, Lagos), a déclaré Amnesty International samedi 23 février.

Amnesty International a reçu des informations selon lesquelles samedi 23 février, aux alentours de 9 heures du matin, des bulldozers seraient arrivés à Oke Ilu-Eri et auraient commencé à démolir des maisons.

D'après le Centre d'action pour les droits économiques et sociaux (SERAC), une ONG nigériane qui tente depuis mercredi, aux côtés des responsables du secteur, d'éviter les démolitions, au moins 300 maisons auraient été démolies jusqu'ici et des centaines de personnes auraient été déplacées. Le SERAC a indiqué qu'environ 200 policiers lourdement armés supervisaient l'opération et que plusieurs résidents qui avaient essayé de résister aux destructions avaient été roués de coups par la police.

Les habitants n'ont pas été correctement informés avant le début des démolitions. Selon les informations dont dispose Amnesty International, un avis d'expulsion aurait été remis mercredi 20 février au *Baale* (terme yoruba qui désigne le chef traditionnel d'un secteur), soit trois jours à peine avant le début de l'opération.

Aucune indemnisation n'a été versée aux habitants. Les personnes expulsées n'ont reçu aucune proposition de relogement et de nombreux résidents ont été déplacés. Les maisons démolies étaient des bâtiments en bois ou en béton. Parmi les habitants déplacés, certains étaient propriétaires de leur habitation mais la plupart étaient des locataires pauvres.

Les démolitions se poursuivent.

« Le fait d'expulser des personnes de chez elles en l'absence des garanties juridiques et procédurales adéquates, telles qu'une consultation préalable suffisante, un avertissement en bonne et due forme et la proposition d'une solution de relogement adaptée, constitue une expulsion forcée et une violation flagrante des droits humains, en particulier du droit à un logement convenable », a affirmé Lucy Freeman, directrice adjointe d'Amnesty International pour la région Afrique.

Amnesty International appelle les autorités de l'État de Lagos à faire cesser les démolitions qui ont lieu actuellement, à entamer une véritable consultation des habitants concernés, à proposer immédiatement des solutions de relogement adaptées à toutes les personnes expulsées de force et à fournir une aide d'urgence aux personnes touchées, en particulier en mettant à leur disposition des vivres, un abri, de l'eau, des installations sanitaires et des services de santé.